

**Comprendre que dans les sociétés démocratiques, l'École transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ; comprendre l'évolution depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un y de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation.**

1/3

## Chap. 6

① **L'école transmet des savoirs, des savoir-faire, des savoir-être et est un agent de socialisation, et elle vise à favoriser l'égalité des chances.**

L'école transmet des savoirs et des compétences essentiels à l'intégration professionnelle.

Par différentes mesures (caractère obligatoire ; gratuité ; mixité ; collège unique ; allongement de la scolarité obligatoire ; diversification des parcours ; politiques de discriminations positives : REP + , dédoublements des CP dans les REP +, bourses scolaires) l'école cherche à favoriser l'égalité des chances. C'est-à-dire à accorder les mêmes opportunités de réussite à tous les enfants quelle que soit leur origine familiale. Par extension il s'agit de faire en sorte que la position sociale occupée par un individu soit indépendante de son milieu d'origine.

② **La massification du système scolaire français sous la Vème République.**

Grâce aux mesures précédemment citées le système scolaire français a connu une massification spectaculaire à partir du milieu des années 1950 avec un allongement de la durée des études et un accès plus large de la population à un niveau de qualification élevé. Force est de constater que le taux de scolarisation des jeunes âgés de 12 à 18 ans a fortement progressé, ainsi que la part des bacheliers dans une génération, de même que le nombre d'étudiants. Il y a eu ainsi une « **démocratisation quantitative de l'enseignement** »

③ **Une démocratisation à nuancer**

Toutefois, en dépit de cette massification on constate de fortes **inégalités scolaires entre les enfants issus de milieux sociaux différents** (notamment entre les enfants de cadres et ceux d'ouvriers : taux d'obtention du baccalauréat ; sur-représentation des enfants de cadres dans les filières longues et prestigieuses).

Force est de constater que l'école a réussi sa massification mais n'a pas réussi sa **démocratisation** car elle n'a pas su s'adapter dans ses contenus, sa pédagogie, la formation de ses enseignants à son nouveau public.

On constate également des **inégalités scolaires en fonction du genre**. Les filles réussissent mieux dans les études secondaires mais elles sont sous-représentées dans les filières scientifiques et prestigieuses.

**① Le rôle de l'État dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation**

Pour le sociologue Pierre BOURDIEU les attentes du système scolaire sont en adéquation avec l'habitus de la classe dominante. Ce phénomène s'explique par une composante linguistique de l'habitus (niveau de langue, vocabulaire) et culturelle de celui-ci (maîtrise d'œuvres littéraires classiques). Pour ce sociologue les classes dominantes, via l'État, utilisent l'École pour mettre en œuvre leur stratégie collective de reproduction sociale. Les élèves qui réussissent ne sont pas ceux qui le méritent mais ceux qui héritent d'un capital culturel en adéquation avec les attentes de l'école. L'école légitime donc selon ce sociologue les inégalités scolaires et, est une instance au service de la reproduction sociale des élites.

De plus, certains sociologues mettent en évidence un effet établissement (ségrégation sociale des établissements / population homogène) et un effet classe (classe de niveau, jeux d'options, classes européennes etc.) pour expliquer le rôle de l'État dans les inégalités scolaires.

**② Le rôle du capital culturel dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation**

Selon le sociologue Pierre BOURDIEU les classes dominantes mobilisent l'ensemble des capitaux qu'elles détiennent : capital économique, social et culturel pour parvenir à la reproduction sociale. Le capital culturel peut se définir comme l'ensemble des ressources culturelles possédées par une famille que celles-ci soient incorporées (langage, capacités intellectuelles, savoirs) - celui-ci découle donc en partie de la socialisation au sein du groupe familial - mais également certifiées (titres et diplômes) ou encore objectivées (possession d'objets culturels tels que les livres et l'accès aux médias). Ce capital culturel transmis par les parents peut être réinvesti à l'école. De même le capital économique détenu peut être transformé en capital culturel (cours particuliers, stages linguistiques etc.)

**③ Le rôle des investissements familiaux dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation**

**Les milieux favorisés :** Pour Pierre BOURDIEU seules les familles des classes dominantes ont conscience des enjeux liés à l'obtention des diplômes pour parvenir à la reproduction sociale et mettent donc en place des stratégies visant à remobiliser l'ensemble des capitaux qu'elles détiennent.

**Les classes moyennes :** Force est de constater que les ménages appartenant aux classes moyennes mettent également en œuvre des stratégies en capital humain pour favoriser la réussite scolaire de leurs enfants : cours particuliers, stages linguistiques intenses etc.

**Les milieux populaires :** Avec la tertiarisation de plus en plus de familles ouvrières et populaires prennent conscience de l'importance du diplôme dans l'ascension sociale de leurs enfants et mettent en place des stratégies pour favoriser la réussite scolaire de ces derniers : incitation à poursuivre des études, études du soir ou cours de soutien gratuits etc.

**④ Le rôle des effets de stratégies des ménages dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation**

Pour le sociologue Raymond BOUDON c'est dans le cadre du groupe familial que naissent ou non les ambitions scolaires ou universitaires. Le statut du groupe familial va, selon lui, influencer les « chances de survies » de l'enfant aux différents stades éducatifs. Dans leurs choix et leurs stratégies face à l'école les familles prennent en compte : le rendement escompté du diplôme, les coûts des études (coûts d'ordre financier + coût d'opportunité), les risques d'échec scolaire. Ainsi, selon lui la famille oriente sa décision en termes de poursuites d'études à partir du rapport bénéfices / coûts et risques des études.

Il démontre que dans les milieux favorisés les avantages (rendement escompté du diplôme) sont bien connus et considérés comme élevés tandis que les coûts sont considérés comme faibles ainsi que les risques d'échec scolaire. Dès lors les familles favorisées arbitrent pour des études longues et prestigieuses. À l'inverse dans les milieux défavorisés les avantages (rendement escompté du diplôme) sont méconnus et considérés comme faibles tandis que les coûts sont considérés comme importants tout comme les risques d'échec scolaire. Dès lors les familles défavorisées arbitrent pour l'absence d'études ou pour des études courtes et professionnalisantes.

**⑤ Le rôle de la socialisation selon le genre dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation**

On observe un processus de socialisation différentielle entre les filles et les garçons avec notamment la transmission de valeurs d'action et de leadership chez les garçons et des valeurs d'émotion et de compassion chez les filles ; de même que les déguisements des filles les éveillent au « mythe de l'attente » et ceux des garçons au « mythe du héros » ; enfin les jeux et sports considérés comme masculinisés sont tournés vers l'extérieur et développent l'esprit de compétition alors que les jeux et sports considérés comme féminins sont davantage tournés vers l'intérieur et sont moins compétitifs etc.

Dès lors les filles réussissent mieux leur métier d'élève du secondaire, car relativement aux garçons elles sont plus appliquées, plus attentives, plus soucieuses de bien faire et plus sérieuses. Mais ce qui est une force dans l'enseignement secondaire devient une faiblesse et un handicap au moment de se faire une place dans les filières les plus prestigieuses . Les filles sont alors moins ambitieuses que les garçons et se sentent moins légitimes qu'eux dans les filières d'excellence. Ainsi, Pierre BOURDIEU dénonce une société marquée par une domination masculine et « l'auto-consentement des dominées. »

De plus, on observe des parcours professionnels différenciés et fortement sexués. Les filles sont alors victimes du « complexe de Cendrillon » selon la sociologue Marie DURU-BELLAT. À savoir que les filles s'interdisent certains métiers afin de mieux pouvoir concilier vie professionnelle et vie privée. Et ainsi, en amont les filles adaptent leurs études supérieures aux anticipations de leur situation sur le marché de l'emploi, en s'interdisant certaines filières.